

14 a viz genvez 2020

HARZ-LABOUR

niverenn 29 — numéro 29

14 janvier 2020

DE L'AUDACE
QUE DIABLE
DE L'AMOUR!



RÉFORME DES RETRAITES: LE SAVIEZ-VOUS?

LE TRAVAIL TUE

• *Travail: L'un des processus selon lequel A gagne des biens pour B.* (Ambrose Bierce)

• *Travail: Après tout, le travail est encore le meilleur moyen d'escamoter la vie.* (Gustave Flaubert)

- Pour justifier le recul de l'âge de départ à la retraite (avec la mise en place d'un « âge pivot » à 64 ans, et l'imposition d'une décote à ceux qui arrêtent leur activité plus tôt), le gouvernement invoque l'augmentation de l'espérance de vie. Sauf que cette

augmentation est en partie due aux baisses de la durée de travail. Au demeurant, l'espérance de vie en bonne santé plafonne à 63 ans. Enfin et surtout, elle n'est pas la même pour tous. Celle d'un ouvrier est de 77 ans, soit sept ans de moins que celle d'un cadre. À ceux qui, au nom de l'égalité, pensent que l'âge de départ à la retraite doit être le même pour tous, nous rappelons que l'espérance de vie d'un ouvrier

• *Espérance de vie: Attente de ce qui est déjà là, qui cessera dès lors qu'elle sera inutile, qu'il sera trop tard.* (Amédée Tourneur)

du bâtiment se situe en dessous de 65 ans et que celle d'un éboueur est de 58 ans.

- Si la réforme des retraites proposée par le gouvernement est adoptée, la mise en place d'une retraite par points permettra à l'État de reprendre à son compte la gestion de la caisse des retraites (jusqu'alors gérée par les syndicats de salariés et de patrons). Un futur gouvernement pourrait, s'il le souhaite, baisser la valeur des points en fonction de ses choix économiques... Suite à la mise en place d'une retraite par points, en Suède (pays cité comme modèle par Emmanuel Macron), en 20 ans, le montant des retraites est passé de 60% du dernier salaire à 53%.

- Alors que le montant de la pension de retraite était jusqu'alors calculée sur les 25 meilleures années de la carrière pour les salariés du privé, le gouvernement souhaite qu'elle soit dorénavant établie en fonction de la totalité du parcours d'un salarié. Cela engendra un accroissement des inégalités, et notamment des différences entre les hommes et les

• [« Les chercheurs observent une étroite corrélation entre le taux de mortalité et le niveau de vie des individus. Plus il est faible, plus le « taux de mortalité à mi-vie » est élevé. « Nous soupçonnons que l'inégalité croissante des revenus, les déficiences de l'éducation, la fracture sociale et le stress peuvent jouer un rôle important », explique Steven Woolf (Virginia Commonwealth University)... Tandis que la tendance dominante était à l'allongement de l'espérance de vie tout au long des XX^e et XXI^e siècles, les conclusions de ces études confirment un renversement de perspective dans les pays développés. » Le Parisien (16 août 2018)]

• [La privatisation des retraites est un élément fondamental de la restructuration néolibérale encouragée par la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE, les banques de développement interaméricaine, africaine et asiatique, USAID (United States Agency for International Development) et les entreprises de services financiers, qui en tirent le plus de profit. Par ailleurs, comme dans de nombreux cas de privatisation, le Chili fut le premier pays à privatiser les régimes de retraites en 1981, sous le pouvoir du dictateur militaire Augusto Pinochet, soutenu par les États-Unis. (Cf. site de L'Internationale des Services Publics) Au final, les inspirateurs de ces programmes en sont évidemment les bénéficiaires, soit les banques, les assureurs, les actionnaires.]

• [« Le système par points, ça permet en réalité une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions. » (François Fillon, prise de parole lors d'un petit déjeuner à la Fondation Concorde le 9 mars 2016.)

• *Fillon, Homme politique qui, pour la modique somme que représente la fin d'une carrière d'allure insipide, se fit tailler un costard par le Canard enchaîné.* (Amédée Tourneur)

femmes, en raison des périodes de chômage et de temps partiel plus fréquentes, ainsi que de la durée des grossesses et des congés maternité.

• [Les trois syndicats majoritaires ont salué des « avancées » dans le sens d'un maintien du régime spécial de retraites pour tous les policiers après une réunion place Beauvau, jeudi 12 décembre. Alliance, Unsa et Unité SGP-FO suspendent le mouvement de contestation en attendant une confirmation officielle.
La Croix, 13 décembre 2019]

- Si le gouvernement promet « une pension minimale garantie à 1000 euros », ce minimum ne vaut que pour « une carrière complète », comme c'est le cas actuellement. De plus, cet engagement faisait déjà l'objet de l'article 4 de la loi de 2003 (réforme Fillon) et devait entrer en application à partir de 2008. Il n'a jamais été respecté, en dépit de la loi votée. Nous nous demandons pourquoi cette promesse réitérée serait plus crédible aujourd'hui, et pourquoi l'application de cette loi devrait être soumise à l'acceptation du projet de réforme du gouvernement.

• « Pour faire passer la nécessité « incontournable » de la réforme, un énième rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) est tombé à pic le 21 novembre, qui conclut à un déficit d'ici à 2025 (0,7 point du produit intérieur brut). En réalité, le déficit est créé essentiellement par la non-compensation des exonérations de cotisations sociales par l'État (pour la première fois depuis la loi Veil de 1994), la forte baisse de la masse salariale (et donc des effectifs) de la fonction publique et quelques tours de passe-passe financiers. Le déficit « disparaît pratiquement si une autre convention comptable est adoptée », note et démontre Henri Sterdyniak (Alternatives économiques). »
Martine Bulard, Blog du *Monde diplomatique* 4 décembre 2019

- Le gouvernement tente de convaincre les enseignants de ce que leurs pensions ne baisseront pas. Pourtant, alors qu'Emmanuel Macron avait chiffré à 10 milliards la revalorisation salariale nécessaire pour éviter une baisse des pensions des professeurs, Gérard Darmanin a annoncé une enveloppe de... 400 à 500 millions, c'est-à-dire 20 fois moins. Comme pour les autres fonctionnaires, les retraites des enseignants diminueraient après la réforme, car elles seraient calculées sur toute la carrière et non plus sur les six derniers mois.

- Enfin, parler des « privilèges » des cheminots relève d'un fantasme, et pas seulement parce qu'à partir du 1^{er} janvier 2020, les nouveaux salariés de la SNCF ne bénéficieront pas de ce statut. Aujourd'hui, 60% des cheminots gagnent moins de 3.000 euros brut par mois. Un conducteur de la SNCF n'a que 12 week-ends libres garantis dans l'année, et la fantasmagorique prime de charbon a été supprimée dans les années 1970. Pour ce qui est de l'accès à la retraite, les cheminots cessent en moyenne le travail à 57 ans et six mois, une possibilité obtenue par la lutte pour compenser les contraintes liées au travail, à sa pénibilité, et à l'éloignement du domicile. Cependant, les cheminots nés après 1961 ne peuvent désormais percevoir une retraite à taux plein qu'après 42 ans de service. Pour ceux qui sont nés après 1973, il faut cumuler 43 ans de travail.

• *Privilège : Avoir le droit de respirer sans commencer par soudoyer quelqu'un.*
(Ambrose Bierce)

• [Comme le signalait *Le Parisien* récemment, en 2018 plus de 1.000 cheminots ont démissionné de leur travail, soit une augmentation de 34 % sur les années précédentes, sans parler des ruptures conventionnelles qui ont plus doublé (283 en 2018). Les cheminots dégoûtés invoquent des conditions de travail fortement dégradées, une pression managériale croissante, une perte de sens, etc.]



OÙ EST LA BONNE FOI VAILLANTE ?

Cripure baissait la tête, cachait son regard noir de colère. Quelle comédie ! Et quels comédiens ! À aucun moment il ne leur viendrait à l'esprit de dépouiller leur déguisement, de renoncer à débiter leurs fables si péniblement apprises.

Le Sang noir, Louis Guilloux



Comment faire plier le gouvernement ? Telle est la principale question stratégique qui doit se poser à nous si nous voulons voir disparaître ce projet de réforme des retraites. La question n'est donc pas de manifester son désaccord mais bien d'obliger l'autre à plier. Pour filer le jeu réthorique, on dira qu'il ne faut pas tant chercher à s'exprimer qu'à exprimer. Étant entendu que par « expression » (ex-pression) on entend le terme dans son sens étymologique : « faire sortir en pressant ». Et pour trouver réponse à cette question les principales modalités pratiques sont déjà connues.

BLOCAGE DES PORTS PAR LES DOCKERS: LE HAVRE, NANTES-ST NAZAIRE, LA ROCHELLE, BORDEAUX...

Grève

En ce sens, la grève est une ex-pression, elle appuie sur la production et la circulation des richesses, elle la comprime, pour que ceux qui accaparent le fruit du travail des autres n'aient d'autres choix que de lâcher prise. Il en ressort aussi une libération du temps. Hélas, aussi longue qu'elle soit, la grève, jusqu'à maintenant circonscrite à quelques secteurs très précis, peine à prendre de l'ampleur. Tout ce mouvement semble tenir sur une attente : celle que quelques corporations gagnent cette lutte pour nous. Mais si la grève dure jusqu'à aujourd'hui c'est parce que les salariés, depuis le sol, ont exigé des organisations syndicales qu'elles entrent dans la grève durablement. Il n'y a donc rien à espérer des journées d'actions sporadiques, sinon s'en servir comme tremplin en vue de l'élargissement et de l'intensification du mouvement : Ne pas attendre, donc, que d'autres se chargent de

gagner pour nous. Et on ne répétera jamais assez combien la libération du temps permise par la grève offre la possibilité de retrouver du sens dans les collectifs de travail, de renforcer des solidarités au sein de la boîte ou en dehors. La grève est une positivité en soi.

LA CGT ENVISAGE LE BLOCAGE DE L'APPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS DE BILLETS

Blocage et occupation

Le blocage et l'occupation aussi sont des ex-pressions, elles appuient sur la circulation des richesses pour que ceux dont l'opulence dépend de cette circulation n'aient d'autres choix que de lâcher prise. Et la faiblesse relative de la grève doit exiger des modalités d'action supplémentaires. Si les travailleurs des secteurs stratégiques ne se mettent pas en grève, il faudra néanmoins rendre leur secteur inopérant, tout en les incitant à nous rejoindre. De ces ex-pressions que sont le blocage et l'occupation ressortent aussi des libérations d'espace. Et pendant quelques heures, l'occupation du lycée Descartes par le personnel gréviste a donné du corps aux grèves reconductibles dans l'enseignement, dont on peinait parfois à voir les conséquences pratiques. Il reste à voir ce que ces espaces libérés — si tant est qu'ils soient tenus plus de quelques heures — permettront au mouvement en cours.

BORDEAUX: LE COMMISSARIAT CENTRAL PRIVÉ D'ÉLECTRICITÉ APRÈS LA MANIFESTATION.

Manifestation et prise de rue

La manifestation-marche, elle, n'est qu'une démonstration d'une force potentielle qui, aujourd'hui, à Rennes, décide de ne pas s'activer. Elle est une ex-pression par procuration tant qu'elle ne se donne pas les moyens d'agir elle-même, directement. Si le déroulement des manifestations rennaises ne sombre pas dans la routine, ce n'est

que parce que la police change l'endroit de ces attaques. En définitive, il faut reconnaître que la monotonie de ces marches n'est brisée que parce que notre adversaire est de plus en plus incisif et violent. Mais la réponse de la masse est toujours en deçà de ce qu'elle devrait être. Pourquoi est-ce que le 17 décembre les cheminots se laissaient voler par les gendarmes leur engin bruyant sans les charger prestement pour récupérer l'outil ? Pourquoi, alors qu'une leçon historique a été décernée l'année dernière (le retrait d'un projet de taxe en 3 semaines d'envahissement des ronds-points et des Champs-Élysées) n'a aucune portée dans les cortèges menés par la gauche syndicale ? Pourquoi, à 18.000 personnes dans les rues de Rennes, n'y a-t-il pas eu un envahissement du centre-ville et une prise de la mairie ? Pourquoi est-ce que l'attaque de la police le 9 janvier dès le début du parcours n'a pas débouché sur un déversement dans tout le centre, mais au contraire sur la reprise du parcours contrôlé et maîtrisé ? « Répression », diront certains ; « Responsabilité », diront d'autres ; « Macache bono », disons-nous : l'envie de se donner les moyens de gagner n'est pas assez présente, voilà tout. À moins, à moins, que l'envie de perpétuer les folklores soit la plus forte.

BÉZIERS: LES GRÉVISTES DE L'ÉLEC, PASSENT LEURS CLIENTS EN « HEURES CREUSES »

Et pourtant, dans la torpeur et le ronron des marches charles-de-gaulle-république-charles-de-gaulle, jaillissent des nouvelles chaudes. Heureux, les grévistes de la RATP bloquant leurs dépôts avec vigueur et bonne humeur. Radieux, les syndicalistes de l'énergie qui coupent l'électricité aux rupins et aux peignes-culs ; et généreux, ceux qui la remettent aux sans-le-sous. Forts, les dockers qui bouclent les ports. Est-elle là, la bonne foi vaillante ? Mais alors, à quand la joie des écoles occupées servant de bases aux comités de quartiers ? À quand les

préfectures sans eau ? À quand les grilles des commissariats ou des ministères soudées ? (Nous saluons avec une joie non-feinte la coupure d'électricité au commissariat central de Bordeaux après l'arrestation d'un gars de la CGT énergie, et appelons à la généralisation de cette pratique.) Pourquoi l'opéra n'est-il pas notre QG, avec assemblée permanente et commissions d'approvisionnement et de transmission de savoir-faire multiples ? Pourquoi les paysans n'organisent-ils pas des marchés rouges ? (ah ! on me dit dans l'oreillette que la Conf' d'Indre et Loire s'organise pour ravitailler les grévistes ! Mais alors, pourquoi n'est-ce pas le cas partout ?)

« Va plus loin. Allez va-t-en sinon ça va mal finir. Pourquoi tu fais pas ça le soir ? Tu cherches juste à profiter de la manifestation. Et pourquoi tu te masques ? Regarde, moi j'assume, je suis fier. »

Chaque débat houleux, chaque argument vif force à regarder la posture que l'on a adoptée. Et souvent, le constat est sans appel : plus le débat porte sur des fantasmes, plus il est compliqué de se sortir des figures imposées. Concours de passif militant, concours à qui crie le plus fort, concours à qui a le plus de copains autour de soi et le plus d'affirmations péremptives dans son répertoire. Plus l'autre est borné, plus l'on se retrouve coincé dans une posture. Et c'est toujours en colère que l'on sort de ces invectives, incapables de casser les figures imaginaires, incapable de faire vivre des entremêlements, des intersections entre usages et avec l'impression de n'avoir pu aller plus loin qu'un mauvais clash sur twitter.

LA CGT - TOUR EIFFEL APPELLE À LA GRÈVE

De ces fantasmes, l'un des plus tenaces est celui-ci : Masque → casse → violence policière. Voilà l'une des équivalences délirantes dont on n'arrive visiblement pas à se défaire, malgré les foules d'histoires, d'anecdotes dramatiques constellant les manifestations de ces dernières années et contredisant cette équation toute pourrie. Fantasme têtu, au point que certains syndicalistes violents, heureusement minoritaires, tentent

encore parfois de démasquer ceux dont ils croisent la route, à coup de poing dans la figure, éventuellement. Comment expliquer cette exigence de visage si ce n'est par l'amalgame tenace énoncé plus avant ? Qu'est-ce que cela apporte de plus de voir le visage de celui qui est avec nous ? Je n'arrive pas à comprendre ce que l'absence de figure enlève au moment ? Au contraire, la criminalisation du port du masque sert une volonté gouvernementale simple : séparer le bon grain de l'ivraie, catégoriser les manifestants en bons et méchants, décerner les diplômes de bonne conduite et les condamnations judiciaires. De toute évidence, ce n'est pas à notre adversaire de décider de ce qui est une bonne pratique de lutte, il n'y a aucune raison de faciliter son travail de segmentation. Alors, n'avoir « rien à se reprocher » et se masquer malgré tout, c'est participer à brouiller les pistes. Il y a une communauté du masque qui n'attend qu'à grandir en vous. Pour ma part, c'est masqué que je me sens bien, masqué que je n'ai plus besoin de me montrer, que je n'ai pas la nécessité épuisante de faire bonne figure, de ressembler à ce qu'on attend de moi. Il n'y a plus qu'à être bon, bon dans la situation, bon pour ceux qui m'entourent. Il est rare que cette exigence de qualité débouche sur un acte de force hors-sol, il est fréquent par contre que la pratique policière m'invite à me masquer, même pour ne rien faire.

UNIVERSITÉ RENNES 2 : LA DIRECTION SUSPEND COURS ET EXAMENS

À la vérité, le mot « camarade » hurlé au mégaphone dans l'unité-jusqu'au-retrait m'emmerde, le chasublé qui m'exhorte à partir parce que je colle une affiche dans le mauvais cortège m'emmerde, le radical viril qui joue à être le plus héroïquement martyr m'emmerde, les artistes à pancartes miteuses m'emmerdent, les profs qui enseignent doctement ce qu'il faut faire m'emmerdent, et d'ailleurs je m'emmerde sans plus comprendre qui arrive encore à trouver de la force et du plaisir dans tous ces folklores concurrents et inopérants. Écrire ces mots m'emmerde aussi, ils me donnent le sentiment d'être enfermé dans la figure du critique-permanent-inactif. Que le lecteur sache juste qu'œuvrer à la porosité

des cortèges et des rôles est, en ce moment, source d'une aigreur lassante.

DISNEYLAND : LA CNT-SO EN GRÈVE, MICKEY ET DONALD SUR LES PIQUETS

Refuser de coller à la figure de l'émeutier (tout en ne rechignant pas à l'émeute quand c'est nécessaire) et refuser aussi de coller à la figure du manifestant défilant passivement (tout en ne rechignant pas à défiler pacifiquement non plus). Trouver une ou de multiples voies qui ne sont pas ces figures caricaturales écrites par l'État. Refuser le jeu du systématisme et l'enfermement dans un petit nombre de pratiques prévisibles. Il n'y a aucune pureté de tradition qui permette de décrocher des victoires. Être comme l'eau, disent les Hong-kongais. Être là où l'on n'est pas attendu ou être ailleurs en même temps. Mot d'ordre qui — mais c'est bien sûr ! — ne doit pas se résumer aux mouvements de gens agrégés au sein d'une manifestation : pour gagner il nous faudra faire sauter tous les rôles ankylosants.

En dernier terme, il faudra se résoudre à poser enfin la question fatidique. Alors que les luttes défensives s'enchaînent depuis des années — qui sur la destruction du code du travail, qui contre une taxe sur le diesel, qui sur l'aggravation des conditions d'accueil des immigrés, qui sur la réduction des aides aux plus pauvres, qui sur la taille à la hache de la retraite, etc. — aucune perspective électorale ne permettra de mettre un terme aux politiques anti-sociales menées sans discontinuer. Il ne doit donc plus s'agir de seulement s'opposer à une réforme, mais bien d'enrayer la machine. En d'autres termes, l'imagination et la créativité du mouvement contre la loi travail, la capacité de surgissement et d'occupation du territoire des Gilets Jaunes, l'intelligence constructive des luttes de type zad et l'intensité de la grève des secteurs du rail aujourd'hui, doivent concourir à fonder pratiquement et concrètement une perspective : mettre à bas le gouvernement et repenser le cadre social général. Pour le dire autrement : il faut sérieusement poser la question de la révolution.

De nos jours, un nouveau consensus semble émerger dans la classe politique, avec plus ou moins d'hypocrisie, pour dire que l'homophobie n'est plus acceptable. Y compris l'extrême-droite utilise l'argument de la « protection des gays » pour apparaître moderne, dédramatisée, et dénoncer l'immigration ou l'islam comme nouvelles menaces. D'après eux, l'homophobie n'existerait plus en France mais serait un phénomène importé. Cette politique est dénoncée comme de l'homonationalisme ou du *pinkwashing* par de nombreux militantEs de la cause LGBTIQ, mais cette instrumentalisation ne s'arrête pas là, et est loin d'être limitée à l'extrême-droite.

Récemment, nous avons pu voir circuler une vidéo, où des militants de la CGT RATP insultent d'autres travailleurs, non-grévistes, « d'enculés », de « suceurs de bites » et de « pédés ». Tout le monde sera d'accord pour dénoncer cette homophobie et des organisations LGBT ont d'abord écrit à la CGT pour s'en plaindre. On peut faire œuvre de pédagogie en expliquant que l'homosexualité n'est pas synonyme de trahison, ou qu'être pénétré sexuellement n'est pas synonyme de soumission. La CGT a d'ailleurs répondu, en condamnant « sans ambiguïté » un « débordement regrettable », ajoutant que « jamais la CGT n'admettra que des propos homophobes servent à porter nos légitimes revendications ». Mais voilà que dans un contexte de répression du mouvement social, 3 associations LGBT portent finalement plainte pour homophobie, et que le gouvernement comme la direction de la RATP se saisissent de l'affaire d'une manière peu innocente, cette dernière allant jusqu'à menacer ces grévistes de révocation. Tout est bon pour stigmatiser les mouvements sociaux contre la réforme des retraites et saper le soutien dont ils bénéficient dans l'opinion publique. Non seulement les grévistes nous prendraient en otage, nous priveraient de Noël, mais en plus ils seraient discriminants à l'égard des minorités sexuelles. La ficelle est assez grosse, mais elle fonctionnera auprès de certains publics.

Le plus dommageable est qu'on n'entende peu ou pas les organisations LGBTIQ sur le droit à la retraite et la réforme en cours, en tout cas pas les organisations et fédérations les plus importantes, alors qu'elles auraient toute légitimité et intérêt à le faire. « Vieillir gay » est une vraie question politique qui traumatise beaucoup de gens, parce que maintenant que le VIH ne tue plus comme avant dans les pays riches, on vieillit nous aussi. Or, la communauté LGBTIQ ne peut pas compter de la même manière sur la « solidarité familiale ». En vieillissant, beaucoup se

LES MOUVEMENTS

Par Thierry Schaffauser,

« LGBT », LA

syndicaliste, engagé dans les luttes contre l'homophobie,

RETRAITE ET LES

le SIDA, et pour les droits des travailleurs et travailleuses du sexe.

LUITTES SOCIALES.

retrouvent de nouveau confrontés à de nouvelles formes d'homophobie, notamment dans certains établissements spécialisés dans l'accompagnement aux personnes dépendantes, et l'on observe un retour au silence, un « coming-in » pour cacher son identité et se protéger. Nos carrières professionnelles sont comme pour d'autres groupes souffrant de discriminations marquées par la précarité, le travail *freelance*, l'exigence de disponibilité au travail en particulier quand on n'est pas censés avoir d'enfants, avec exploitation de nos compétences plus ou moins appréciées selon les stéréotypes de genre, puisque la nouvelle doxa

sur la « diversité » serait gage de meilleure productivité dans le monde de l'entreprise. Cette réforme des retraites nous touche donc de plein fouet, mais malheureusement de nombreuses associations LGBTIQ ne parviennent pas à définir certaines luttes sociales comme luttes LGBTIQ. Cela s'explique probablement par l'histoire de nos luttes et certains des choix stratégiques en faveur de « l'égalité des droits », au détriment d'un agenda révolutionnaire de transformation sociale analysant l'homophobie et les discriminations de manière systémique. En d'autres termes, si les mouvements gays révolutionnaires d'après Mai 68 étaient clairs sur la destruction du système hétérosexuel et patriarcal, la critique de la famille et de la reproduction comme fondements de la société capitaliste, l'urgence des années sida pré-trithérapies a obligé à revendiquer une protection minimale à travers la reconnaissance du couple. La plupart des militantEs ont soutenu cette stratégie du droit, mais elle devait être un outil en plus, et non une fin en soi sans aucune réflexion sur le fonctionnement du système judiciaire à l'égard des minorités.

Mais aujourd'hui, nous nous retrouvons dans la situation où nous devrions nous plaindre à Schiappa chaque fois que quelqu'un dit le mot « pédé », comme si nous n'avions pas eu toute une histoire de réappropriation des insultes et de refus du statut de victimes. La lutte contre l'homophobie et les discriminations doit-elle vraiment être dessaisie de nos mouvements et être validée par le gouvernement ? Et avec quelles conséquences ? La protection policière et de la justice fonctionne-t-elle vraiment pour tout le monde ? Qui faisons-nous condamner pour homophobie ? Pourquoi ciblons-nous seulement des individus soi-disant « déviants » du système comme nouveaux responsables de l'homophobie alors que nous avons une analyse de notre oppression comme étant connectée à tout un système économique de production et reproduction de la valeur, et de transmission du patrimoine ? Pourquoi ne parlons-nous

pas plutôt de la précarité LGBTIQ en contexte néolibéral ? Oui, l'homophobie existe au sein de la gauche et des classes prolétaires comme elle existe en réalité partout. Oui, il y a encore à gauche certaines représentations de l'homosexualité comme vice petit bourgeois, qui reviennent notamment avec les débats sur la GPA, accusant les gays de vouloir exploiter les femmes pauvres alors que la majorité des demandes viennent de couples hétérosexuels. Oui, on entend des insultes homophobes dans les stades de foot et parmi certains camarades. Mais d'où vient l'homophobie la plus violente ? Celle qui fait qu'on se retrouve viré de son appartement, qu'on se retrouve licencié, ou non-employable parce qu'on n'a pas un *passing* assez hétéronormé ? Cette homophobie là n'a pas besoin de s'exprimer explicitement, et elle est très difficile à dénoncer puisque non dite officiellement. Elle est dans les clous de la législation, et pourtant elle aura des conséquences bien pires sur nos vies.

Cette homophobie là, directement liée au système économique, n'est jamais dénoncée par les pouvoirs en place. Et pour cause, il y a les gays qu'on protège, ceux qui appartiennent aux classes favorisées, et puis il y a les autres, qu'on ignore. Ce gouvernement refuse le droit d'asile aux LGBTIQ persécutés, et l'OFPPA ose poser des questions ouvertement homophobes pour trier les personnes. Ce gouvernement précarise les travailleurSEs du sexe et est responsable des assassinats et violences contre les femmes trans dans les bois. Ce gouvernement ne finance pas correctement la lutte contre le sida alors que nous avons les outils pour faire reculer l'épidémie, et il fait expulser des étrangers malades. Les exemples sont nombreux pour affirmer que la lutte contre l'homophobie est aussi, et en réalité avant tout, une lutte sociale, et pas seulement une lutte dite sociétale. Si nos mouvements se contentent uniquement de « l'égalité des droits » avec les hétéros, alors nous n'aurons fait que participer à une reconfiguration des oppressions en faveur des gays et lesbiennes blancs de classe moyenne, et au détriment de tous les autres.

Elle s'appelait Maëva.

Elle avait 21 ans. Elle était animatrice périscolaire.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, elle a été fauchée par une voiture de police roulant à toute vitesse, alors qu'elle traversait

Liste non-exhaustive des caisses de grèves : rassemblée pas nos confrères d'Expansive.info

Interprofessionnel :

Le Stream reconductible (initiative lancée par un collectif de youtubers et gamers) : <https://recondu.stream>
Infocom CGT (cogestion avec des syndicats SUD) : <https://www.infocomcgt.fr/caisse-de-solidarite-financiere/>

Cheminots :

CGT cheminots grévistes de Rennes : <https://www.leetchi.com/c/solidarite-cgt-cheminots-grevistes-de-rennes>
SUD Rail : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/shwk4fae>

Éducation :

SUD Éducation : <https://retraites.sudeducation.org/caissedegree/>
Bloquons Blanquer : <https://www.lepotcommun.fr/pot/tdnghgr1>
Chaîne des Bahuts et des Écoles : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/xo7rsjoh>
Une caisse de grève pour les personnels grévistes de Rennes 2 : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/q1ve1o6x>

Nettoyage :

CNT-SO Nettoyage : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/mcvvrkn0>
Hôtel IBIS Batignolles (CGT-HPE) : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/0oz7r5n8>

Radio France :

<https://www.lepotsolidaire.fr/pot/pbsul2f8>

un passage
piéton à Rennes.

Elle est morte jeudi dans la
matinée au CHU.

Les policiers de la brigade canine, qui conduisaient le véhicule banalisé en empruntant les couloirs de bus disent qu'ils n'ont pas vu Maëva. Qu'elle passait derrière un bus. La police raconte que c'est aussi « dramatique » pour les agents impliqués. Les agents impliqués n'avaient pas mis de sirène. Pour « ne pas réveiller le voisinage ». Maëva ne se réveillera pas.

Un jeune homme, fauché avec elle, est toujours hospitalisé. Avec Cédric, mort étouffé lors de son interpellation à Paris, c'est la deuxième personne décédée au contact des forces de l'ordre en une semaine en France.

texte repris de nos confrères de Nantes Révoltée.

PAVÉS pas pris

Pourquoi
se battre?

Pourquoi battre le pavé?

Le pavé est-il notre ennemi?
Pourquoi le battre s'il est notre outil,
notre moyen, notre médiateur?

Le pavé est-il nourri de bonnes
intentions? Les chaussées du
paradis sont-elles mieux pavées que
la place Saint-Anne?

Que veut bien dire le pavé à la vitrine
du principal investisseur
immobilier de la ville?

Que veut bien dire le pavé à la
privatisation des fonds de retraite
et à propos de son impact dans la
vitrine d'un assureur qui spéculé
sur votre vieillesse?

Pourquoi le pavé est-il
meilleur que les cartouches
lacrymogènes pour
l'édification d'une barricade?

Le pavé se fait
marcher sur les pieds

toute la journée, il a des raisons
de se révolter, alors pourquoi ne
s'engagerait-il pas davantage?

Depuis la voie romaine jusqu'à l'ère
jupitérienne, le pavé rampe mais ne
se soumet pas!

«Le pavé! Pavé outragé! Pavé brisé! Pavé martyrisé!
mais Pavé libérateur et libéré, libérateur d'un peuple
avec le concours des émeutiers de France et d'ailleurs,
avec l'appui et le concours de la jeunesse tout
entière opposée à toute retraite, avec la force du
peuple qui se bat, du seul Pavé, du vrai Pavé, le
Pavé de la Commune, le Pavé de Notre-Dame
(des Landes), le Pavé Maria, le Pavé de la
bonne (crise de) foi(e) éternelle!»

Persistant dans son avoir, l'homo
œconomicus se prend des pavés d'être
sur la gueule, il ne les a pas volés. «Sous
les pavés la plage!» Et sur la grève les
pavés! Pavés, pas pris, il s'agit alors de les
renvoyer pour de vrai à l'envoyeur, avec la
signature inédite, illisible et indélébile
de tous les anonymes. Efficaces, légitimes,
irréductibles.

Pavé, pas pris!

Un ange passe.